

POLICY BRIEF

INCOHÉRENCE TEMPORELLE DÉFIS ÉCONOMIQUES ET TRANSITION DURABLE EN TUNISIE

« Ce policy brief a été produit dans le cadre du projet Savoirs éco financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par Expertise France. Ce projet vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs Économiques (SPSE) en Tunisie.»



Avril 2025

Par Elyès Jouini¹

Ce policy brief fait écho à l'allocution de M. Elyès Jouini, en tant que key note speaker au cours de l'événement annuel du projet Savoirs Eco, le 6 décembre 2024, à Tunis.

Il illustre dans des contextes divers – choix budgétaires individuels ou publics, transition énergétique, gestion de ressources, etc. – les difficultés à arbitrer entre les décisions présentes et leurs conséquences futures et explore les modalités de gouvernance permettant d'assurer une cohérence durable entre ces dernières. Ces modalités reposent notamment sur une coopération entre les pouvoirs publics, la société civile et les acteurs économiques afin d'assurer un développement durable et équilibré. C'est pourquoi, il semble nécessaire d'intégrer ces enjeux dans le débat public et impératif d'améliorer la pédagogie économique auprès des citoyens pour qu'ils puissent mieux appréhender les enjeux et implications des politiques publiques en Tunisie.



Introduction

Les défis économiques actuels, qu'il s'agisse de l'endettement, des réformes structurelles ou de la transition écologique, exigent une compréhension approfondie et une action coordonnée. Ces défis, comme souvent en économie, doivent être analysés dans l'intégralité de leur dimension temporelle. S'endetter aujourd'hui permet de financer des besoins, parfois impératifs.

Cependant l'endettement non maîtrisé peut avoir des répercussions importantes dans le futur et peut conduire au surendettement voire au défaut ou à la faillite. La transition écologique nécessite de se priver d'une part du confort auquel nous sommes accoutumés au bénéfice d'une viabilité de plus long terme pour la planète.

Ces deux exemples illustrent un point fondamental : l'économie est une science du temps. Elle ne peut se concevoir uniquement dans l'instant mais doit être envisagée dans la durée. Les décisions d'aujourd'hui façonnent les conditions de vie de demain, et pourtant, la myopie politique et économique tend à privilégier des bénéfices immédiats aux dépens des générations futures. Il est donc essentiel d'analyser la manière dont les gouvernements, les entreprises et les citoyens peuvent instaurer des mécanismes de résilience permettant d'harmoniser impératifs de court terme et enjeux de long terme.

(1) Administrateur de l'Institut universitaire de France, professeur de mathématiques et d'économie à l'Université Paris Dauphine PSL, titulaire de la Chaire UNESCO.

1 L'INCOHÉRENCE TEMPORELLE : UNE CLÉ DE LECTURE DES DÉCISIONS ÉCONOMIQUES

L'épisode du voyage d'Ulysse au cours duquel il rencontre les sirènes, dans l'*Odyssée* d'Homère, illustre un concept au nom savant mais que nous connaissons tous : l'incohérence temporelle. Il désigne la divergence entre les décisions présentes et les préférences futures. Que de résolutions se sont trouvées sans suite en raison de cette incohérence. « C'est décidé, demain je commence le sport » mais lorsque demain arrive, il est fréquent que la décision soit repoussée au lendemain et ainsi de suite. Évidemment, on peut remplacer « commencer le sport » par « commencer un régime » ou « arrêter de fumer » - en somme, par toute décision que l'on a du mal à mettre en œuvre bien que nécessaire.

Mais revenons à Ulysse. Notre héros a été alerté quant à l'attraction fatale qu'engendre le chant des sirènes sur tous ceux qui l'écoutent. Il n'en est que plus désireux d'entendre ce chant réputé merveilleux, mais souhaite le faire en résistant à son attraction pour ne pas finir noyé comme tous ceux qui l'ont précédé.

Sa volonté présente se retrouve ainsi en contradiction avec ce qu'il sait être sa volonté future. Ulysse s'adresse alors à ses compagnons :

Attachez-moi par des liens serrés, pour que je reste immobile sur place, debout au pied du mât, et que des cordes m'y fixent. Si je vous prie et vous ordonne de me détacher, vous alors, serrez-moi davantage.

Ainsi, la résolution du conflit entre désirs présents et futurs passe ici, par un stratagème. En supprimant un choix potentiel pour le futur (rejoindre les sirènes), Ulysse rend ses décisions présentes (écouter leur chant et ne pas mourir

noyé) compatibles avec ses décisions futures. Ce faisant, Ulysse prend une décision apparemment paradoxale : il décide de réduire sa liberté.

L'économie expérimentale montre que, de manière générale, les choix d'aujourd'hui pour le futur ne sont pas forcément cohérents avec ceux qui seront faits dans le futur et que l'incohérence temporelle est potentiellement présente partout. Pour réconcilier rationalité et incohérence temporelle, il faut alors offrir des solutions nouvelles aux problèmes autrement insolubles, aux désirs autrement inconciliables : écouter le chant des sirènes et ne pas y céder est impossible sauf si l'on a pris soin, au préalable, de se lier les mains... et les pieds au mât du bateau.

De tels stratagèmes sont nombreux et peuvent être observés dans différents contextes.

À l'échelle individuelle, l'incohérence temporelle est illustrée par les choix financiers des ménages, qui privilégient souvent la consommation immédiate plutôt que l'épargne. Et le stratagème adopté par certains ménages consiste à partager leurs revenus entre des enveloppes dédiées à des dépenses spécifiques, s'interdisant tout transfert d'une enveloppe à une autre.

À l'échelle de l'économie dans son ensemble, la théorie économique montre que le taux d'intérêt a justement pour rôle d'équilibrer nos désirs présents et futurs².

Cette tension s'étend également à la décision intergénérationnelle. Or si nous sommes légitimes à arbitrer entre consommation aujourd'hui et consommation future, le sommes-nous pour

(2) Il reflète à la fois la préférence naturelle pour le présent et la croissance économique espérée.

arbitrer entre notre richesse aujourd'hui et celle de nos enfants ou petits-enfants ? Comment concilier les impératifs d'aujourd'hui avec ceux des générations futures ? C'est ce qu'ont fait certains pays, comme la Norvège ou le Koweït, en créant des fonds souverains pour les générations futures en s'imposant d'y affecter, chaque année, une partie des revenus pétro-gaziers. Ils assurent ainsi une gestion rationnelle des ressources naturelles et évitent le piège de la surconsommation immédiate.

À l'échelle de la dépense publique, les gouvernements sont régulièrement confrontés à ce dilemme lorsqu'ils privilégient des mesures économiques de court terme qui compromettent la stabilité future. Un État peut être tenté d'augmenter ses dépenses pour stimuler la consommation et favoriser la croissance à court terme. Cependant, en l'absence de politiques de contrôle et de régulation rigoureuses, cette stratégie peut conduire à une dette excessive, dont le remboursement pèsera sur les générations futures. Le recours systématique à des déficits budgétaires et à l'endettement pour financer des réformes de long terme montre combien les choix d'aujourd'hui influencent les marges de manœuvre économiques de demain.

Et si l'État a besoin d'emprunter aujourd'hui pourquoi le faire auprès des banques privées qui se financent elles-mêmes auprès de la banque centrale et ne pas le faire en direct auprès de cette dernière en évitant de payer au passage la marge d'intermédiation des banques. Cela semble relever du bon sens. Pourtant, malgré une marge parfois excessive, les banques, en finançant l'Etat, arbitrent entre ce dernier et l'investissement privé. De ce fait, elles font donc payer à l'Etat un prix à même de l'inciter à réduire ses besoins au bénéfice de l'investissement productif.

Ce mécanisme souffre souvent d'imperfections et il est légitime de chercher à l'encadrer. Cependant, si on le supprime en se finançant auprès de la Banque centrale, il est peu probable que celle-ci soit en mesure d'arbitrer de la même manière car elle n'est généralement pas équipée pour cela.

De plus, si la Banque centrale n'est pas suffisamment indépendante, elle risque de n'être pas en mesure d'imposer un taux d'intérêt conforme aux intérêts de long terme de la

collectivité ni d'imposer une limite aux montants prêtés avec les risques de dérive inflationniste qui en résultent.

C'est pour cela que les banques centrales sont souvent indépendantes de l'exécutif et ne sont pas habilitées à prêter directement au gouvernement. À titre d'exemple, le Gouverneur de la Banque de France est nommé par le Président de la République et est quasiment irrévocable. Il en est de même pour le Directeur général de la Caisse des dépôts, institution statutairement définie comme investisseur de long terme.

Plus généralement, la création d'autorités indépendantes est un moyen, pour l'exécutif, de se lier les mains ainsi que celles de ses successeurs. Et pas seulement dans le contexte économique.

En politique, par exemple, les membres des cours et conseils constitutionnels ont souvent des mandats fixes qui ne peuvent être abrégés. Ainsi, aux États-Unis, les juges de la Cour suprême sont nommés à vie par le Président et ne peuvent être démis qu'après une procédure complexe d'impeachment. Ainsi, par ses choix, le Président contraint en quelque sorte ses actions futures et celles de ses successeurs puisqu'elles seront susceptibles d'être censurées par ceux-là mêmes qu'ils ont contribué à nommer.

À l'inverse, la gestion des retraites par répartition en France constitue un exemple frappant de procrastination politique.

Fondés sur la solidarité intergénérationnelle, ces systèmes sont structurellement menacés par l'évolution démographique. Pourtant, face à des considérations électorales de court terme, les réformes nécessaires sont souvent reportées, aggravant les déficits des caisses de retraite et compliquant la mise en place d'un modèle pérenne.



2 TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET INCOHÉRENCE TEMPORELLE

La transition énergétique est l'un des domaines où l'incohérence temporelle se manifeste avec le plus d'acuité et où ses conséquences sont potentiellement les plus dangereuses pour l'ensemble de la planète. Aujourd'hui encore, de nombreux pays restent fortement dépendants des énergies fossiles, malgré les impacts environnementaux avérés et la volatilité des marchés pétroliers. Ce paradoxe s'explique notamment par l'absence d'incitations économiques suffisamment contraignantes et par des politiques publiques encore largement influencées par des intérêts de court terme.

La persistance des subventions aux combustibles fossiles illustre cette contradiction. Si ces aides permettent de contenir les coûts pour les ménages et les entreprises à court terme, elles entravent la transition vers les énergies renouvelables et freinent les investissements dans des infrastructures durables. À long terme, elles se révèlent contre-productives, aggravant les déficits budgétaires et renforçant la dépendance à des ressources non renouvelables.

Plus généralement, l'inaction face aux défis climatiques elle aussi un signe d'incohérence temporelle. Malgré l'urgence de réduire drastiquement les émissions de CO₂, les engagements politiques peinent à se traduire en actions concrètes, faute d'une vision à long terme cohérente. L'exemple de la taxe carbone montre à quel point ces réformes peuvent être impopulaires à court terme, bien qu'elles soient indispensables pour garantir un avenir énergétique stable et responsable.

Pour surmonter ces obstacles, il est essentiel de repenser les modèles économiques et d'introduire des mécanismes incitatifs forts. La mise en place de régulations plus strictes sur

les émissions, combinée à des investissements massifs dans les infrastructures vertes, constitue une étape incontournable. Il est également crucial d'instaurer une véritable pédagogie économique auprès des citoyens et des acteurs économiques afin de mieux faire comprendre l'impact des décisions actuelles sur l'environnement futur. En effet, des citoyens informés sur les conséquences du dérèglement climatique sont susceptibles de peser (positivement) sur les choix des politiques en matière de climat et d'accepter les changements de comportement ou les restrictions qu'elles peuvent être amenées à préconiser. Voter des lois imposant la fin, à un certain horizon, des véhicules à énergie carbonée ou incitant fortement à des travaux d'isolation thermique, constitue un moyen de se lier les mains mais nécessite une adhésion forte.



3 LA PÉDAGOGIE ÉCONOMIQUE COMME OUTIL DE RÉOLUTION DES CONFLITS INTERTEMPORELS ?

Une meilleure compréhension des mécanismes économiques est ainsi essentielle pour réduire l'incohérence temporelle dans la prise de décision publique et privée. Malheureusement, les concepts économiques fondamentaux restent largement absents du débat public, entraînant une prise de décision souvent guidée par des perceptions erronées ou des biais cognitifs.

Il est indispensable que le grand public maîtrise certaines notions économiques de base afin d'avoir un regard critique et éclairé sur les politiques mises en place. Par exemple, la distinction entre corrélation et causalité est essentielle pour comprendre les dynamiques économiques. Trop souvent, des relations de cause à effet sont inférées à tort à partir de simples corrélations, ce qui peut mener à des décisions inefficaces. Une hausse du chômage et une augmentation des dépenses publiques peuvent être simultanées sans que l'une soit nécessairement la cause de l'autre. Comprendre cette distinction permet d'éviter les raccourcis simplistes et d'adopter des stratégies mieux informées.

Le concept de coût d'opportunité est un autre principe fondamental que chaque citoyen pratique de manière spontanée mais qui nécessite d'être formalisé si l'on veut aller plus loin dans l'analyse des enjeux. L'illustration la plus simple est celle que nous vivons lorsque l'on met en balance un achat avec d'autres achats que l'on ne sera alors plus en mesure d'effectuer. Chaque décision économique implique un choix, et chaque choix a un coût. Lorsque des ressources sont allouées à une politique spécifique, elles ne peuvent pas être utilisées ailleurs. Ainsi, investir dans la subvention des carburants fossiles peut sembler bénéfique à court terme pour protéger le pouvoir d'achat, mais ce choix se fait au détriment d'investissements dans les énergies renouvelables ou l'éducation

La compréhension du coût d'opportunité permet d'évaluer les alternatives et d'arbitrer plus efficacement entre différentes options.

L'effet d'éviction est également un concept clé pour saisir les implications des politiques budgétaires. Lorsqu'un gouvernement emprunte excessivement pour financer ses dépenses, il peut générer un effet d'éviction en limitant les ressources disponibles pour le secteur privé. Cette situation peut conduire à une hausse des taux d'intérêt, rendant plus coûteux l'investissement des entreprises. Un citoyen averti, conscient de ce mécanisme, pourra mieux comprendre les débats sur l'endettement public et ses implications à long terme.

La théorie des incitations permet en outre, d'éclairer de nombreuses politiques économiques. Les individus réagissent aux incitations économiques, qu'elles soient fiscales, réglementaires ou comportementales. Une taxe sur le sucre peut ainsi influencer les comportements de consommation, tout comme une exonération fiscale peut encourager l'investissement dans les énergies propres. Cette approche permet de concevoir des politiques publiques plus efficaces en anticipant les réactions des agents économiques.

Le phénomène d'asymétrie d'information joue un rôle fondamental dans les dysfonctionnements des marchés. Il explique pourquoi certaines transactions économiques ne sont pas optimales lorsque l'une des parties possède plus d'informations que l'autre. Ce concept est crucial pour comprendre des secteurs comme l'assurance ou le crédit, où les déséquilibres d'information peuvent entraîner des comportements opportunistes. En comprenant mieux ces dynamiques, le citoyen peut plus facilement accepter des règles de contrôle

autrement considérées comme contraignantes, voire exiger plus de transparence et de régulation pour éviter les abus.

Un autre principe économique souvent négligé est celui du surplus du consommateur et du producteur, qui permet d'évaluer l'impact des régulations sur les prix et le bien-être économique. Par exemple, lorsqu'un gouvernement fixe un prix plafond sur un bien essentiel, il peut sembler protéger les consommateurs, mais en réalité, cela peut conduire à des pénuries et à un marché noir. La maîtrise de ce concept permettrait d'éviter des décisions contre-productives et d'adopter une approche plus pragmatique.

Enfin, il est crucial d'intégrer la notion de bien public dans le débat économique. Certains services, comme l'éducation, la santé ou la défense nationale, ne peuvent être fournis efficacement par le marché seul en raison du phénomène de passager clandestin. Sans intervention de l'État, ces services seraient sous-produits, car chacun chercherait à en bénéficier sans en payer le coût. Une meilleure compréhension de cette réalité permettrait d'éclairer les discussions sur le rôle de l'État et la nécessité de certaines interventions publiques.

Les capacités de l'État étant, d'autre part, structurellement limitées, ces concepts permettent de mieux déterminer les secteurs dans lesquels son intervention est utile et souhaitable et le niveau exact de cette intervention (régulation, subventions, taxation, etc.).

Pour que ces concepts soient assimilés par le plus grand nombre, il serait utile d'intégrer l'éducation économique dans les programmes scolaires dès le secondaire. Il est également essentiel de promouvoir une vulgarisation de l'économie à travers les médias, en veillant à ce que les journalistes soient formés à ces notions pour mieux informer le public. Des initiatives citoyennes, comme des débats et forums publics sur l'économie, peuvent aussi favoriser une appropriation des enjeux économiques par la population.

En renforçant la culture économique des citoyens, il devient alors possible d'améliorer la qualité du débat public et de favoriser des décisions collectives plus éclairées. Un public mieux informé est plus à même de juger la pertinence des politiques publiques et d'exercer

une pression constructive sur les décideurs. Cette dynamique est essentielle pour sortir de l'incohérence temporelle et s'orienter vers des politiques plus durables et équilibrées.

L'ensemble de ces concepts économiques fondamentaux montre à quel point une meilleure compréhension des mécanismes économiques par les citoyens peut améliorer la prise de décisions collectives. Et une gouvernance économique efficace repose en grande partie sur un débat public informé. Or, si l'incohérence temporelle est omniprésente dans la sphère économique, elle peut être en partie maîtrisée par des institutions adaptées qui favorisent des choix cohérents dans le temps. Cette nécessité de structures adaptées nous conduit à examiner la question d'une gouvernance durable et intergénérationnelle.

4

VERS UNE GOUVERNANCE DURABLE ET INTERGÉNÉRATIONNELLE

L'élaboration des politiques publiques doit impérativement intégrer des mécanismes garantissant une cohérence entre intérêts présents et futurs. Cela implique de repenser la gouvernance en introduisant des garde-fous institutionnels contre la tentation du court-termisme. Une gouvernance efficace doit anticiper les défis économiques et environnementaux en mettant en place des mécanismes qui empêchent la prise de décisions précipitées, fondées sur les bons sentiments ou des intérêts électoraux ou de popularité immédiats, plutôt que sur une vision de long terme.

Un premier levier est la création d'institutions indépendantes, capables de réguler les décisions économiques en fonction d'objectifs à long terme. L'instauration de comités d'experts indépendants pour évaluer les réformes économiques et environnementales peut garantir une prise de décision éclairée, moins sujette aux aléas politiques. Ces institutions doivent être dotées de pouvoirs réels pour recommander et orienter les politiques publiques de manière contraignante, notamment en matière de transition énergétique et de gestion des finances publiques.

Par ailleurs, une participation citoyenne accrue est essentielle pour assurer une représentativité intergénérationnelle dans les décisions publiques. Des consultations régulières et des assises ciblées peuvent permettre d'intégrer les préoccupations des générations futures dans la prise de décision actuelle. Les politiques publiques doivent inclure des mécanismes de débat transparent et démocratique, permettant à des citoyens informés et éclairés d'exercer un contrôle sur les stratégies économiques et écologiques mises en place.

En outre, l'intégration de critères de durabilité dans la gestion budgétaire et les politiques économiques est une condition sine qua non

d'une gouvernance intergénérationnelle efficace. Cela suppose d'introduire des règles budgétaires contraignantes afin de limiter les risques de surendettement, ainsi que des politiques fiscales incitatives favorisant l'investissement dans des infrastructures et des technologies durables.

Une autre piste est le renforcement de la coopération internationale pour partager les bonnes pratiques en matière de gouvernance économique durable.

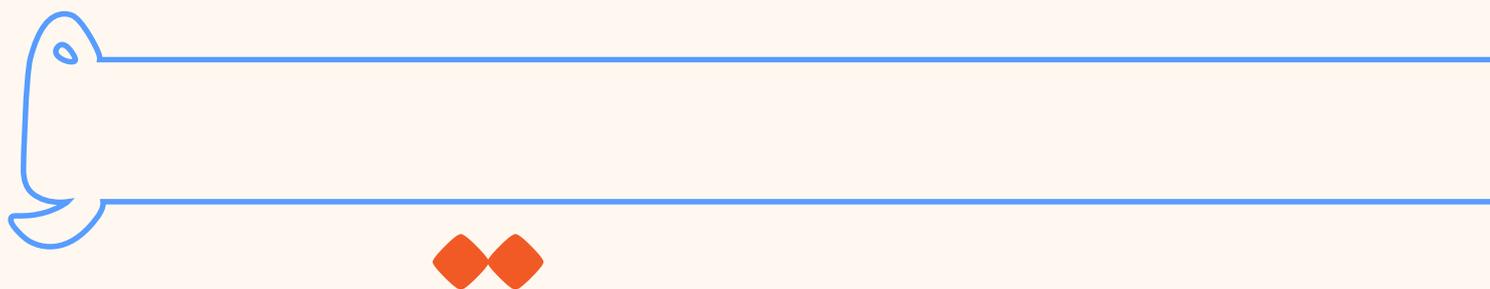
Les institutions internationales peuvent jouer un rôle fondamental en encourageant les états à adopter des cadres réglementaires alignés avec les objectifs de développement durable et en soutenant la mise en place de financements innovants. Et lorsque ces institutions désertent ce terrain, une société civile avertie peut jouer un rôle important en pointant les progrès à accomplir, en mettant en valeur les modèles qui semblent mieux marcher ailleurs, en mobilisant les énergies.

C'est pourquoi, encore une fois, il est crucial d'accorder une place centrale à l'éducation et à la sensibilisation. Une population informée et engagée est plus apte à exiger des comptes aux décideurs politiques et à soutenir des réformes économiques responsables. L'intégration de l'économie et des enjeux intergénérationnels dans les programmes scolaires peut contribuer à former des citoyens conscients de l'impact de leurs choix sur l'avenir collectif.



Conclusion

Face aux défis économiques et environnementaux, il est impératif de repenser la temporalité des politiques publiques et économiques. L'incohérence temporelle constitue un frein majeur à la mise en place de réformes structurelles adaptées aux enjeux de demain. Pour y remédier, il est essentiel d'introduire des mécanismes institutionnels solides, d'encourager l'éducation économique et de promouvoir une gouvernance qui prenne véritablement en compte les impératifs intergénérationnels. En agissant aujourd'hui avec clairvoyance, nous pouvons améliorer notre présent et garantir un avenir plus prospère et durable pour les générations à venir.



 www.savoirseco.tn

 contact@savoirseco.tn

Ce document présente les opinions de son auteur et ne reflète pas nécessairement celles d'Expertise France.